

Quimper : Un nouveau règlement du service de l'eau au profit de Veolia

Courant février 2011, les 27000 abonnés quimpérois ont reçu le nouveau règlement de service de l'eau potable. Ce document, élaboré par la Collectivité, est essentiel car il lie les usagers et le fermier en charge de la gestion de l'eau. La comparaison entre le règlement de service 2001 et le nouveau nous permet de dire qu'il y a une volonté manifeste de favoriser le fermier, en l'occurrence Véolia, au détriment de l'utilisateur.

Ceci nous choque d'autant plus que la Municipalité aurait dû tirer les enseignements de l'affaire du Braden où des usagers, victimes d'éclatements de canalisations en raison de pressions excessives, avaient dû saisir le Tribunal d'Instance pour obtenir réparation après 4 ans de lutte !

Articles de l'ancien règlement supprimés

Art. 13 (gestion des branchements) : « Le service des eaux est responsable des dommages causés aux tiers, pouvant résulter du fonctionnement de la partie des branchements située dans le domaine public ». **Cette suppression réduit les possibilités de recours et lèse l'utilisateur.**

Art. 15 : Cet article qui pouvait limiter la facture d'eau en cas de fuite est assorti de conditions qui en réduisent la portée

Art. 49 : Cet article engageant la responsabilité du Maire en cas de mauvaise exécution du règlement de service est supprimé.

Nouveaux articles qui nous apparaissent comme des clauses abusives

- Le paiement de la première facture suivant l'entrée en vigueur du nouveau contrat vaut acceptation du règlement de service, le tout étant assorti d'une menace de non fourniture d'eau.

- L'utilisateur doit désormais accepter une pression maximale pouvant aller jusqu'à **12 bar** ce qui peut s'avérer

dommageable pour la plus grande partie des canalisations et des appareils ménagers. Pour nous, **c'est au fermier de fournir une pression correcte, compatible avec les installations privatives et d'informer l'utilisateur si tel n'est pas le cas.** La Ville doit y veiller et, si des quartiers présentent un risque, le fermier et la Ville doivent trouver une solution adaptée à leur charge et ne pas s'exonérer par un simple conseil.

- Le coût pour l'utilisateur et particulièrement pour les familles en situation difficile. Nous déplorons que, contrairement aux engagements pris, ne soit prévue aucune **tarification sociale**. Au contraire, l'utilisateur a eu la désagréable surprise de voir son abonnement augmenter de façon sensible (+ 47%).

En conclusion, l'utilisateur d'eau quimpérois, pouvant être exposé à des pressions excessives, voit ses possibilités de recours très réduites. Il peut légitimement se sentir trahi par des élus dont le souci premier devrait être la défense des administrés.

Yves Le Berre.

Une CCSPL méprisée par les élus

La Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) s'inscrit dans le cadre des dispositions prévues par l'article 5 de la loi sur la démocratie de proximité. La CCSPL est obligatoire sur Quimper Communauté pour l'ensemble des services publics que la collectivité confie à un tiers par convention de délégation. Cette commission, composée de représentants d'associations et de membres de l'assemblée délibérante, examine chaque année : les rapports annuels établis par les délégataires, les rapports du Maire sur le prix et la qualité des services publics...

Cette même commission doit être obligatoirement consultée préalablement sur tout projet de délégation. De plus, une majorité de ses membres peut inscrire à l'ordre du jour toute demande d'amélioration de service public. Les avis de la commission s'expriment par un vote et doivent être portés à la connaissance de l'assemblée délibérante.

A Quimper et Quimper Co, on est loin de tout ça. Pour les élus, la CCSPL n'est qu'une simple chambre d'enregistrement, aussi lui ont-ils refusé de jouer pleinement son rôle défini par la loi dans tout le processus de l'attribution de l'eau à Véolia et de l'assainissement à la SAUR. Pas étonnant donc que les Quimpérois, à l'instar des Français, se méfient de plus en plus de leurs élus.

Sommaire

1. Un nouveau règlement de service au profit de Veolia - Une CCSPL méprisée par les élus.

2. Une pression à tout faire péter— Réducteur de pression, économie d'eau, etc...

3. Pression (suite) - Intervention auprès du Maire et du Préfet pour une pression normale - Référendum en Italie et à Berlin sur l'eau.

4. Vie de l'association et nouvelles brèves.

Une pression à tout faire péter ...

Le nouveau règlement du service de l'eau rentré en vigueur le 3 février 2011, alors que les Quimpérois n'en ont eu connaissance qu'après avoir payé le premier semestre de leur abonnement 2011, comporte un certain nombre de dispositions nouvelles favorables au délégataire (Véolia), particulièrement celles portant sur la pression. Les nouveaux engagements du distributeur sont : une pression minimale de 0,5 bar au niveau de votre compteur avec une pression statique maximale de 12 bar. Après les fuites du Braden, Eau Secours avait demandé une pression compatible avec l'usage normal des installations. Le maire et le conseil municipal n'en ont pas tenu compte. Explications et conséquences pour l'usager.

L'arrivée de l'eau dans la maison

La partie de l'installation avant le compteur et le compteur sont la propriété du service des eaux. L'installation privative démarre après le compteur d'eau. Elle comprend : le robinet d'arrêt général, le réducteur de pression, voire le clapet anti-pollution pour éviter les retours d'eau vers le réseau public.

La pression standard de l'eau est fixée généralement à **3 bars au compteur**, mais il arrive qu'elle varie légèrement. La plupart des équipements (chaudière, machine à laver...) sont conçus pour une utilisation optimale à cette pression, mais ils peuvent fonctionner jusqu'à 0,5 bar. En revanche, pour une pression supérieure à 3,5 bar, il faut un réducteur de pression en tête d'installation afin d'éviter tout dommage dans les équipements. **Imaginez une pression de 12 bar... tout pète, même la plupart des réducteurs.**

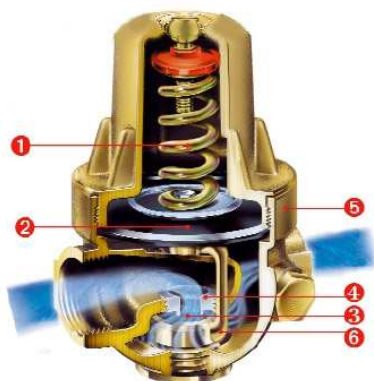
Un réducteur de pression, c'est quoi ?

Le réducteur de pression est un appareil totalement autonome. Un ressort inoxydable (1) à grandes spires et haute sensibilité garantit un réglage précis.

Une membrane (2) et un clapet (3) haute température résistent à des températures élevées (jusqu'à 80° C). Un siège en acier inox (4) protège de l'usure et de l'agressivité de l'eau. C'est une garantie de longévité.

Un corps monobloc en laiton non-dé zincifiable (5) d'une grande robustesse, est insensible à la corrosion et répond aux nouvelles normes sanitaires sur la compatibilité des matériaux en contact avec l'eau potable.

Un ensemble étrier/clapet (6) est une pièce mobile monobloc en laiton non-dé zincifiable, autorisant de bonnes performances.



(Sources : www.wattsindustries.com, inventeur du réducteur)

Un réducteur de pression, à quoi ça sert ?

Cet appareil réduit la pression de l'eau qui le traverse, et permet d'obtenir à sa sortie une valeur réglée et constante. Installé à l'entrée du réseau d'eau (en pavillon ou appartement) il protège toute l'installation des problèmes dus à un excès de pression, mais il est très sensible aux variations de pression venant en amont. Seuls les réducteurs de qualité ont des performances et une fiabilité qui font référence, toutefois leurs prix sont élevés.

Les réducteurs sont pré réglés en usine à 3 bar, mais bien entendu ils restent réglables dans une plage comprise entre 1,5 et 5,5 bar. Il est également conseillé de les équiper d'un manomètre.

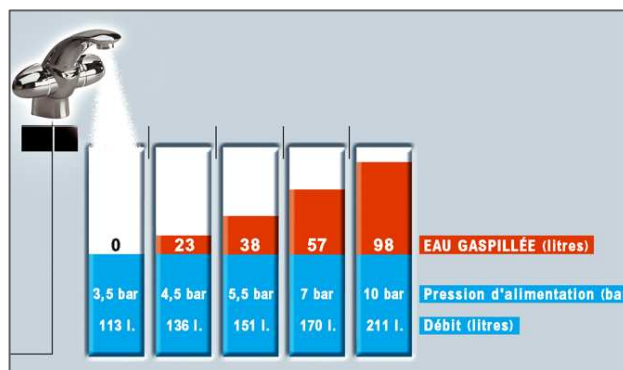
Enfin s'il y a risque de contre-pression ou de coup de bélier dans le circuit aval, il est conseillé de protéger le réducteur par un clapet de non-retour.

Plus de pression dans les tuyaux = plus de consommation d'eau

L'eau représente une part importante du budget des ménages. Ne pas la gaspiller permet de faire de réelles économies. Moins de pression, c'est moins d'eau utilisée et donc moins d'énergie consommée.

Exemple avec un robinet en fonctionnement pendant 10 mn : Une grande partie de l'eau distribuée est rejetée directement à l'égout sans même avoir été réellement utilisée (voir illustration ci-dessous).

Réduire la pression, tout en obtenant un confort d'utilisation, permet de réelles économies.



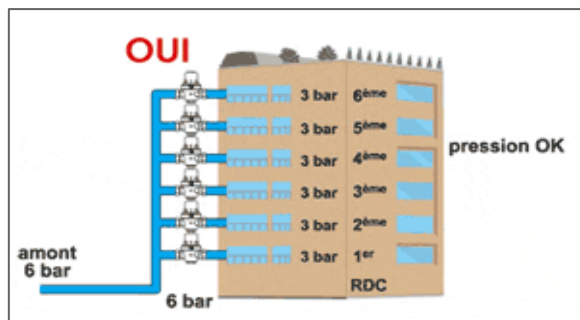
Une pression à tout faire péter ...

Le cas des immeubles collectifs

Prenons le cas d'un immeuble de 6 étages : la pression du réseau d'eau est de 6 bar au pied de l'immeuble et la pression souhaitée dans chaque appartement est de 3 bar.

Il est donc conseillé de poser un réducteur à l'entrée de chaque appartement afin de conserver la même pression, quel que soit l'étage (car avec un réducteur centralisé en bas de l'immeuble, on observe une perte de 0,3 bar à chaque étage et le 6ème étage n'aurait que 1,4 bar de pression disponible).

Si la pression est de 10 bar au pied de l'immeuble, pour conserver 3 bar à chaque étage, il faut poser un réducteur centralisé d'un gros diamètre au pied de l'immeuble qui réduira la pression à 6 bar et un réducteur réglé à 3 bar à l'entrée de chaque appartement..



(Sources techniques et illustrations : Watts Industries)

Le Maire et le Préfet interpellés pour un retour à une pression normale

Le 15 février, Eau Secours 29 et UFC Que Choisir ont demandé au maire de Quimper d'annuler la délibération du 17 décembre 2010, adoptée unanimement, et qui traite du règlement du service de l'eau potable à Quimper. Une demande de rendez-vous a été faite auprès du Préfet pour lui exposer les faits. La CLCV ne s'est pas jointe à ces démarches communes.

La réunion du conseil municipal du 24/09/2010 qui a approuvé le règlement du service de l'eau aurait dû être précédée d'une réunion de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL), en vertu de l'article L2224-12 du CGCT (Code Général des Collectivités Territoriales). **Cette réunion n'a pas eu lieu.** Et la CCSPL, qui aurait dû préalablement émettre un avis sur ce règlement, n'a pu le faire.

En conséquence, le 21/11/2010, Eau Secours 29 a adressé au Maire et aux conseillers municipaux, un recours gracieux aux fins d'annulation de cette première délibération. M. Poignant l'a rejeté le 10/12/2010. Dans ce recours était notamment mentionnée la non convocation de la CCSPL. Simple coïncidence sans doute, une réunion de la CCSPL est convoquée par le Maire pour le 6/12/2010 afin d'examiner le nouveau règlement de service, pourtant déjà approuvé le 24/09/2010 par le conseil municipal !

Les associations présentes à cette réunion ont contesté la procédure et déploré le peu de temps accordé pour un examen approfondi du règlement. Ils ont formulé des avis très critiques sur certains articles essentiels et se sont refusé à émettre un vote sur le texte proposé. Les associations n'ont reçu aucun compte-rendu de cette réunion (non respect du règlement intérieur de la CCSPL) et n'ont pas eu connaissance du texte soumis au conseil municipal du 17/12/2010 qui a **adopté à l'unanimité** cette fois le nouveau règlement du service de l'eau applicable au 3/02/2011.

Comme les Berlinoises, les Italiens pourront s'exprimer sur la privatisation de l'eau... A Quimper, c'était NON !

Les Berlinoises ont trinqué ce 13 février à la victoire de la démocratie directe. Pour la première fois à Berlin, un référendum d'initiative populaire a réussi à faire plier la mairie. A 98,2 %, les votants se sont prononcé en faveur de la publication des contrats de privatisation des services de l'eau conclus en 1999 avec Véolia. C'est la première étape vers une remunicipalisation de l'eau.

En Italie, la Cour constitutionnelle vient de décider le 11 janvier que les Italiens pourront se prononcer sur la réforme du marché de l'eau voulue par Berlusconi qui cherche à accroître dans ce secteur la présence des investisseurs privés. 1,4 million de signatures recueillies ont imposé l'organisation de ce référendum dans toute l'Italie.

A Quimper, Mr Poignant a refusé de faire participer les associations aux études portant sur la future gestion de l'eau. Il avait aussi refusé le débat public ainsi que toute consultation des usagers.

Assemblée Générale 2011 d'Eau Secours 29 3 enjeux et 1 méthode pour continuer le combat

Après les décisions de Quimper et Quimper Co en faveur de la gestion privée de l'eau et du futur transfert des compétences à Quimper Co (au plus tard en 2012), trois enjeux ont été débattus :

- Elargir notre territoire d'action sur la production de l'eau, sa distribution et le traitement des eaux usées.
- Mieux communiquer avec les usagers.
- Nous développer, améliorer et entretenir nos capacités d'actions.

Le débat a conforté notre positionnement, à savoir :

- La défense des usagers : étudier les dossiers, relever les points concrets qui lèsent les usagers, agir avec d'autres associations si nécessaire.
- La réappropriation des services publics de l'eau : lutter pour leur sortie du domaine marchand tout en exigeant leur contrôle démocratique par les citoyens.

Cela nécessite des énergies et des bras

Trois commissions de travail ont été créées pour permettre la participation du plus grand nombre :

- Examen des rapports annuels des délégataires (Veolia, Saur) et du président de Quimper Co, information des membres des Commissions Consultatives des Services Publics Locaux, formation, etc.
- Analyse et suivi des prix du service de l'eau, de sa qualité et de l'assainissement, etc.
- Communication et information des usagers (bulletin, site, présence dans les communes, etc.).

Nous avons besoin de vous, rejoignez-nous !

Philippe Levallois, président

Rétention d'information par B. Poignant, la CADA alertée

Devant la non remise à notre association des documents relatifs aux délibérations de Quimper et Quimper Co ayant conduit à la Délégation de Service Public, nous avons dû saisir le 28.01.2011 la CADA (Commission d'Accès aux Documents Administratifs) pour que celle-ci nous aide à obtenir ces documents. A ce jour, nous n'en avons reçu qu'une partie. Affaire à suivre...

La CCSPL Quimper Co : Eau Secours 29 écartée

Depuis 2008, B. Poignant en veut à Eau Secours 29. Pour lui, pas question que notre association soit dans les CCSPL. Aujourd'hui il prétexte l'action menée lors du conseil municipal du 24.09.10 relative à l'attribution de la gestion de l'eau. Ce qui s'est passé ce soir-là n'est que le résultat du climat délétère créé par l'absence de consultation des citoyens et de débat public.

Nouvelles brèves

Pollutions du Quinquis

Fin janvier, des boues orange ont fait leur apparition dans le ruisseau. Devant le laxisme de la ville de Quimper - cela fait 30 ans que ça dure - le CAREPA, présidé par Youenn Henry, a porté plainte au commissariat afin que soient recherchés les auteurs de cette pollution. Le CAREPA exige aussi la création d'un bassin de retenue qui empêchera les inondations afin que les prairies inondées ne soient plus polluées.

Pluguffan : captage de Kervoelig

Il y a eu, en décembre 2010, du diuron dans l'eau de captage. Le diuron est un désherbant interdit depuis 2008. L'Agence régionale de la Santé a mis en place un suivi renforcé ... mais à quand une plainte contre les auteurs de cette pollution ? Que fait Sivalodet ? A quand une agriculture respectueuse de l'environnement et des sanctions sévères contre les pollueurs ?

Syndicat des eaux du Goyen

Les teneurs en nitrate sont un problème majeur sur le bassin versant du Goyen. A raison de 42,4 mg en moyenne par litre d'eau, il y a de quoi se fâcher, si rien n'est fait à l'encontre d'une agriculture intensive et d'élus politiques locaux de droite comme de gauche, partisans du laisser-faire. Un rendez-vous est prévu le 27 mars à Audierne pour une terre sans pesticide.

Nos Partenaires

ACME - Association pour le Contrat Mondial de l'Eau - www.acme-eau.org

CACE - Coordination nationale des Associations de Consommateurs d'Eau
www.cace.fr

Site à consulter

IGEPAC, le blog des consommateurs d'eau—www.igepac.com

Eau Secours a besoin de votre soutien

Bulletin d'adhésion à adresser à :

Eau Secours 29—Espace Associatif, 53 Impasse de l'Odét, 29000 QUIMPER

NOM : Prénom :

Organisme / Association :

Adresse personnelle

Téléphone : Courriel :

Déclare adhérer à Eau Secours 29. Ci-joint ma cotisation de 20 € pour 2011.

Date : Signature :

Bulletin bimestriel de l'Association
Eau Secours 29

Espace Associatif, 53 Impasse de l'Odét
29000 Quimper

Directeur de publication : Philippe Levallois,
président Eau Secours 29

Secrétariat de rédaction et maquette :

Henri Guillou, Michel Guérin

Ont contribué à ce numéro : H. Guillou,
M. Guérin, Y. Le Berre, Ph. Levallois

Diffusé par l'Association

Ne pas jeter sur la voie publique